



# Qui compte sauver les travailleuses du sexe en attaquant ceux qui militent pour leurs droits ?

Paris, le 3 décembre 2021

Madame la Maire,

“Elle était venue en France pour y travailler et y vivre. Elle y a travaillé et y a vécu un an. Et nous ne pouvons pas supporter l'idée qu'elle y soit morte pour ces raisons.”

C'est par ces mots [que nous annonçons](#) l'assassinat d'une membre de notre association, notre soeur et collègue Jessyca Sarmiento, le 21 février 2020. Nous appelions alors à une réponse de la classe politique face aux assassinats de travailleuses du sexe.

Cinq jours plus tard, vous annoncez à ce sujet [dans Seronet](#) : “Si je suis réélue, je réunirai l'ensemble des acteurs concernés dès la première année de la mandature.”

Pourtant, presque deux ans plus tard, la nouvelle mandature n'a toujours pas réuni les acteurs concernés. Au lieu de cela, après que l'ancien président d'Act Up-Paris s'est fait le relai de notre appel à une réponse politique, nous assistons aujourd'hui avec dépit au procès d'une de vos adjointes contre celui-ci, dans le silence désespérant du reste de vos équipes.

Nos vies valent mieux que cela, et nous demandons aujourd'hui des réponses concrètes tout autant que des positions publiques claires.

Ces deux dernières années, l'épidémie de Covid-19 a été un révélateur et accélérateur catastrophique des inégalités que subissent de plein fouet les femmes trans travailleuses du sexe. Notre communauté a déploré la perte de nombreuses personnes, que ce soit du SIDA, du Covid-19, de suicides, ou d'un autre assassinat, celui d'Ivana Macedo Silva.

La responsabilité de l'Etat et de la Préfecture de Police sont immenses dans la surmortalité de nos communautés. En plein confinement, des femmes trans migrantes séropositives ont été interpellées, et obligées à quitter le territoire français en dépit de leur état de santé. Rendus incapables de régulariser nos situations par des services préfectoraux dématérialisés sous-dimensionnés et une médecine de l'OFII incontrôlée, ces OQTF se sont multipliées. Face à une perte de revenus liée au confinement, en proie à des marchands de sommeil, et devant en plus payer des avocats pour faire annuler une expulsion illégale, le surendettement de nos communautés a entraîné l'explosion des prises de risques lors du travail sexuel, et dans le même temps l'éloignement du système de santé et des dispositifs de droit commun.

Comme réponse, notre ministre de tutelle a déclaré qu'il était “très compliqué pour l'État” de constituer un fonds d'aide d'urgence contre le Covid-19, démontrant ainsi le dilettantisme des politiques pénales de la prostitution. A la fois considérées comme “victimes de la prostitution” et coupables d'irrégularité, les travailleuses du sexe font les frais d'une contradiction insoluble de l'Etat : il ne peut pas à la fois aider les travailleuses du sexe et stigmatiser leur travail. C'est la Ville de Paris qui a permis, de façon inédite, d'atténuer les conséquences de cette crise, en soutenant la lutte contre le mal-logement des travailleuses du sexe pendant le confinement, non conditionnée à l'arrêt du travail sexuel. Il s'agissait d'engagements pragmatiques et lucides, qui ont permis d'éviter le pire en temps de crise. Toutefois, ceux-ci ne constituent pas à eux seuls une politique publique inscrite dans la durée.



Dans un climat épouvantable d'écroulement de la solidarité nationale, vous déclariez [dans Regards](#) ce 1<sup>er</sup> décembre, journée mondiale de lutte contre le SIDA, "*La pénalisation du client sera maintenue, elle est incontournable pour faire évoluer les mentalités*".

Ces messages contradictoires nous interrogent, et nous peinons à comprendre comment il est possible de soutenir les politiques publiques qui précarisent les travailleurs·ses du sexe, et de déployer parallèlement des moyens financiers conséquents afin d'atténuer les conséquences matérielles de ces politiques.

En faisant de chaque personne prostituée une « *victime de la prostitution* », en faisant de tout acte de prostitution une "*violence*", vous participez à la création d'une catégorie morale sans prise avec la réalité, qui empêche à la fois d'identifier et de déployer les moyens nécessaires à la lutte contre la traite des être humains, et d'agir de façon efficace pour améliorer les conditions de vie et de travail des travailleuses du sexe.

Cette contradiction dans les politiques publiques se reflète sur le terrain : en quatre ans, seulement trois femmes trans travailleuses du sexe ont bénéficié en France des parcours de sortie de prostitution, alors que nous comptons les OQTF par dizaines chaque année : n'est-ce pas la transphobie, la xénophobie, et la putophobie, qui se cachent dans les politiques pénales de la prostitution ? Le Conseil d'État lui-même [conçoit](#) que l'arrêt du travail du sexe comme condition d'engagement dans les parcours de sortie de la prostitution est une atteinte au Droit.

Concernant l'action en direction des clients, prévue par la Stratégie Nationale de Santé Sexuelle, nous dénonçons l'ineptie que constituent les « stages de sensibilisations » censés « responsabiliser » les clients, alors que c'est à nous que revient la charge du dépistage des clients, s'ajoutant aux actions de prévention de l'épidémie de VIH, [à l'ombre de celle du Covid-19](#) en direction de nos communautés les plus vulnérabilisées, dans un contexte social extrêmement violent.

Vos dernières déclarations ainsi que les attaques envers les militants qui dénoncent les conséquences graves des politiques que vous soutenez démontrent la rupture toujours plus grande entre une idéologie répressive et la réalité de l'action. Tandis que nous faisons preuve, depuis plusieurs dizaines d'années, de la nécessité et de l'efficacité d'un engagement au plus près de nos communautés, pour notre santé, dans une démarche communautaire, il apparaît clairement aujourd'hui que vous préférez appeler à l'ordre moral qu'à l'action pour notre santé.

Nos vies valent mieux que d'être débattues au détour d'une phrase lors d'un énième procès-bâillon. Jessyca Sarmiento ne doit pas être morte pour servir à évaporer un débat sur la place des travailleuses du sexe dans la société. Elle est morte *parce qu'elle* était une travailleuse du sexe dans la société.

Et c'est cette violence sociale qui mérite une réponse politique concertée, avisée, sereine, impliquant réellement les acteurs concernés. Nous sommes volontaires pour participer à ces échanges au sein de la Ville de Paris. Nous avons lutté dignement et fièrement, pendant des années, pour avoir notre mot à dire sur les politiques qui nous concernent, et nous l'exigeons aujourd'hui.

Acceptess-T